LOI DU 19 DÉCEMBRE 1963
SUR L'ORGANISATION DU BARREAU

Dziennik Ustaw [Journal des Lois] de 1963, n° 57, texte 309

Chapitre premier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.1. 1. Le barreau est constitué par l'ensemble des avocats et des avocats stagiaires organisés selon les règles de l'autogestion professionnelle.

2. La tâche de l'autogestion professionnelle du barreau est de veiller à la bonne exécution par le barreau de ses devoirs légaux, d'assurer une attitude sociale adéquate et un haut niveau moral des avocats, de leur garantir un perfectionnement constant des qualifications professionnelles, d'exercer un contrôle sur le strict respect des dispositions sur l'exercice de la profession d'avocat.

Art. 2. Le barreau coopère avec les tribunaux et les autres organes de l'État dans le domaine de la protection de l'ordre juridique de la République Populaire de Pologne et est appelé à prêter assistance juridique conformément à la loi et à l'intérêt des masses laborieuses.

Art. 3. Un avocat peut exercer sa profession au sein d'un groupement d'avocats ou dans un bureau social d'assistance juridique.

Art. 4. Le groupement d'avocats est l'unité de base dans l'organisation du barreau.

Art. 5. 1. Les bureaux sociaux d'assistance juridique peuvent être créés:

- 1) auprès des conseils du peuple,
- 2) auprès des syndicats professionnels,
- 3) avec l'accord du ministre de la Justice, auprès des organisations sociales non citées au pt 2.

2. Les bureaux sociaux d'assistance juridique peuvent engager des avocats suivant les conditions déterminées dans le contrat de travail.

Art. 6. L'avocat, avant de commencer l'exercice des fonctions professionnelles, prête devant le bâtonnier le serment suivant: « Je jure solennellement de contribuer de toutes mes forces, dans mes fonctions d'avocat, à la protection et au renforcement de l'ordre juridique de la République Populaire de Pologne à laquelle je resterai toujours fidèle, de remplir mes devoirs d'avocat activement, consciencieusement et conformément à la loi, de garder le secret professionnel, de m'appuyer, dans mon travail, sur les règles de la dignité, de l'honnêteté et de la justice sociale ».

Art. 7. L'avocat est tenu de respecter le secret sur tout ce qu'il aurait pu apprendre au cours de la prestation d'aide juridique ou de la gestion d'une affaire.

Art. 8. L'avocat plaidant devant un tribunal jouit de la protection juridique tout comme le juge et le procureur.

Art. 9. 1. Les organes du barreau sont: le Conseil Général du Barreau, le Conseil Supérieur de Discipline, la Commission de Contrôle auprès du Conseil Général du

Barreau ainsi que les organes des chambres d'avocats de voïvodie et des groupements d'avocats.

2. Seuls des avocats peuvent être membres des organes du barreau.

Art. 10. Le Conseil Général du Barreau, la chambre d'avocats de voïvodie, le groupement d'avocats et le bureau social d'assistance juridique possèdent une personnalité juridique.

Art. 11. 1. Les organes du barreau sont élus pour une durée de trois ans, toutefois ils sont tenu de fonctionner jusqu'au moment de la constitution des organes nouvellement élus.

2. La disposition de l'ai. 1^{er} ne concerne pas les réunions des groupements ni les assemblées des délégués des chambres d'avocats de voïvodie.

3. Les différents membres des organes du barreau peuvent être révoqués de leurs fonctions avant l'arrivée à l'expiration de leur mandat, par l'organe qui les a élus.

4. Le ministre de la Justice peut, si l'intérêt social l'exige, suspendre dans leurs fonctions différents membres des organes du barreau et demander leur révocation auprès de l'organe compétent de l'autogestion.

5. Les pouvoirs du ministre de la Justice déterminés à l'ai. 4 ne sont pas applicables envers les membres des conseils de discipline.

Art. 12. 1. Les décisions des organes du barreau concernant directement certaines personnes doivent contenir une justification de fait et de droit.

2. Le délai d'introduction des mesures de révocation prévues par la loi est de quatorze jours à compter du jour de la réception de la sentence ou de la décision.

Art. 13. 1. Le ministre de la Justice exerce personnellement une haute tutelle sur le barreau, et ce avec l'aide d'organes institués à cet effet et de personnes désignées par lui.

2. Le ministre de la Justice, les représentants des organes et les personnes mentionnées à l'ai. 1^{er} peuvent participer aux réunions des organes du barreau.

Art. 14. 1. Le ministre de la Justice lève les décisions des organes du barreau contraires à la loi ou à l'intérêt social et peut faire examiner l'affaire à nouveau.

2. Lorsqu'il fait examiner une affaire à nouveau, le ministre de la Justice donne les directives selon lesquelles elle doit être résolue.

3. La disposition de l'ai. 1^{er} ne s'applique pas aux sentences disciplinaires.

Art. 15. 1. Le ministre de la Justice peut faire appel au conseil du barreau de voïvodie ou au Conseil Général du Barreau afin qu'ils adoptent une décision concernant une affaire relevant de leur compétence.

2. La décision doit être adoptée au plus tard dans un délai d'un mois.

Art. 16. Le ministre de la Justice, après avis du Conseil Général du Barreau, peut déterminer le nombre de groupements d'avocats, d'avocats et d'avocats stagiaires pour les différentes chambres d'avocats et établir le plan de la répartition territoriale des groupements d'avocats, des avocats et des avocats stagiaires sur le terrain relevant de ces chambres.

Chapitre 2

LES GROUPEMENTS D'AVOCATS

Art. 17. 1. La tâche du groupement d'avocats est la prestation d'assistance juridique.

2. L'assistance juridique consiste en particulier à:

1) défendre dans les affaires pénales et représenter les parties devant les tribunaux dans les limites déterminées par les dispositions légales,

2) représenter devant les organes de l'administration de l'État et les institutions, si les dispositions particulières n'excluent pas la représentation par l'avocat,

3) prêter des conseils juridiques,

4) élaborer des actes juridiques.

Art. 18. Les groupements d'avocats peuvent, sur la base d'un contrat, prêter assistance juridique aux unités de l'économie socialisée conformément aux directives émises par le Président du Conseil des ministres.

Art. 19. 1. Ne peut être membre d'un groupement d'avocats qu'une personne inscrite au tableau des avocats.

2. C'est la réunion du groupement d'avocats qui décide de l'admission au sein du groupement.

3. Ne peut être membre d'un groupement l'avocat concerné par l'interdiction d'exercice de la profession, prévue dans les articles 70, 71 ou 72.

4. Ne peut également être membre d'un groupement l'avocat concerné par une décision passée en force de chose jugée prononçant l'incapacité durable de l'exercice de la profession du fait d'un épuisement physique ou mental. Une telle décision peut être adoptée par le conseil du barreau de la chambre dont l'avocat en question est membre, d'après la décision d'une commission médicale pour les questions de l'invalidité et de l'emploi.

Art. 20. 1. Le contrat avec le client est passé par le directeur du groupement d'avocats au nom du groupement.

2. Le directeur du groupement prend en considération les désirs du client quant au choix de l'avocat, à moins que la surcharge de travail de l'avocat donné ne l'empêche de s'occuper de l'affaire. Dans ce cas, le directeur propose au client un autre avocat, en tenant compte de la spécialité des membres du groupement et de la répartition uniforme des affaires.

3. Le client, après s'être mis d'accord sur la personne de l'avocat, verse au profit du groupement les honoraires dus pour la prestation d'aide juridique d'un montant conforme aux dispositions en vigueur et délègue ses pouvoirs à l'avocat.

Art. 21. 1. Le directeur du groupement désigne d'office le remplaçant de l'avocat au cas où celui-ci serait dans l'impossibilité temporaire de s'occuper d'une affaire.

2. La décision du directeur constitue une autorisation pour l'avocat de conduire l'affaire et elle doit être rédigée par écrit.

3. Le directeur doit informer immédiatement le client de la désignation du remplaçant.

4. Au cas où l'avocat ne pourrait prendre part personnellement au procès ou effectuer personnellement différents actes, il peut donner une substitution avec l'accord du directeur.

Art. 22. 1. Le groupement ne peut refuser de prêter assistance juridique que pour des raisons graves.

2. Les doutes quant à la prestation ou au refus de prestation d'assistance juridique sont résolus par le conseil du barreau, et dans les cas d'extrême urgence — par le bâtonnier.

3. Dans les cas où l'assistance juridique est, en vertu de la loi, établie d'office, seul l'organe qui a désigné l'avocat peut libérer ce dernier du devoir d'assistance juridique.

Art. 23. 1. L'avocat ne peut se défaire des pouvoirs qu'après avoir obtenu l'accord du directeur du groupement.

2. L'avocat qui se défait des pouvoirs est tenu de remplir ses devoirs pendant encore deux semaines si l'affaire n'a pas été prise en main par un autre avocat ou si le client ne l'a pas encore libéré.

Art. 24. Les organes du groupement d'avocats sont:

- 1) la réunion du groupement,
- 2) le directeur du groupement,
- 3) dans les groupements plus nombreux: la commission de contrôle.

Art. 25. Le domaine d'activité de la réunion du groupement comprend:

- 1) le contrôle et l'appréciation des membres du groupement et des stagiaires au point de vue professionnel, moral et social (adoption de résolutions dans ce domaine),
- 2) l'élection des délégués pour l'assemblée des délégués,
- 3) l'élection de deux candidats au poste de directeur et, au besoin, de deux candidats au poste de son adjoint,
- 4) l'émission d'une demande, adressée au conseil du barreau, de révocation du directeur ou de son adjoint avant la fin de leur mandat,
- 5) le contrôle de l'activité du directeur, et en particulier l'examen et la ratification de ses rapports,
- 6) l'adoption du budget préliminaire du groupement,
- 7) l'admission de nouveaux membres et l'exclusion du groupement,
- 8) l'adoption de résolutions concernant le changement de siège ou de locaux,
- 9) l'élection d'une commission de contrôle,
- 10) l'adoption des résolutions concernant la dissolution ou la liquidation du groupement.

Art. 26. 1. Le recours contre les résolutions de la réunion du groupement est possible auprès du conseil du barreau en tant que deuxième instance.

2. L'introduction d'un recours fait surseoir à l'exécution des résolutions de la réunion du groupement.

Art. 27. Le conseil du barreau lève d'office une résolution de la réunion du groupement d'avocats contraire à la loi; il peut également lever ou modifier une résolution du groupement si l'intérêt social l'exige.

Art. 28. 1. Le conseil du barreau nomme le directeur et son adjoint parmi les candidats présentés par le groupement.

2. Dans le cas où le conseil du barreau ne nomme pas le directeur parmi les candidats présentés par le groupement ou dans celui de révocation du directeur du groupement, le conseil du barreau confie temporairement l'exercice des fonctions de directeur à l'un des membres du groupement.

3. L'avocat nommé par le conseil du barreau au poste de directeur du groupement, d'adjoint au directeur du groupement ou auquel a été confié temporairement l'exercice des fonctions de directeur, ne peut refuser d'occuper ce poste sans l'accord du conseil du barreau.

4. Dans les cas déterminés à l'art. 2, les élections des candidats au poste de directeur doivent avoir lieu dans un délai fixé par le conseil du barreau et n'excédant pas deux mois à compter de la réception par le groupement de la résolution refusant la nomination ou révoquant le directeur.

Art. 29. La réunion du groupement ou le directeur du groupement d'avocats peuvent donner un avertissement à un membre du groupement ou à un avocat stagiaire.

Art. 30. Le directeur du groupement représente le groupement, dirige ses travaux, gère les affaires économiques et financières du groupement et préside les réunions du groupement.

Art. 31. C'est le conseil du barreau qui révoque le directeur du groupement ou son adjoint. La révocation a lieu en particulier lorsque le directeur ou son adjoint négligent ou violent leurs devoirs ou lorsque l'intérêt social l'exige.

Art. 32. Le conseil du barreau visite les groupements d'avocats conformément au règlement adopté par le Conseil Général du Barreau.

Art. 33. 1. La dissolution du groupement intervient:

- 1) sur la résolution de la réunion du groupement,
- 2) sur la résolution du conseil du barreau,
- 3) sur la décision du ministre de la Justice.

2. Le groupement a le droit de former un recours contre la résolution du conseil du barreau sur la dissolution du groupement.

Chapitre 3

LES CHAMBRES D'AVOCATS DE VOÏVODIE

Art. 34. 1. Les avocats et les avocats stagiaires dont le siège se situe dans une voïvodie donnée constituent une chambre d'avocats de voïvodie.

2. Les avocats et les stagiaires dont le siège se situe dans une ville administrativement autonome et ceux travaillant dans la voïvodie dont a été exclue cette ville, constituent une chambre d'avocats.

Art. 35. Le siège d'une chambre d'avocats de voïvodie est la ville de voïvodie.

Art. 36. Les organes de la chambre d'avocats de voïvodie sont:

- 1) l'assemblée des délégués,
- 2) le conseil du barreau,
- 3) la commission de contrôle,
- 4) le conseil de discipline.

Art. 37. 1. L'assemblée des délégués est composée:

- 1) de délégués élus par les réunions des différents groupements,
- 2) de délégués élus par les avocats employés dans les différents bureaux sociaux d'assistance juridique,
- 3) de délégués élus par les avocats n'exerçant pas leur profession dans des groupements d'avocats ni dans des bureaux sociaux d'assistance juridique.

2. Les délégués sont élus avant chaque assemblée. Le nombre de délégués pour les différentes chambres d'avocats sera déterminé dans le règlement adopté par le Conseil Général du Barreau.

Art. 38. Le domaine d'activité de rassemblée des délégués comporte:

- 1) l'élection des membres du conseil du barreau, de la commission de contrôle et du conseil de discipline,
- 2) l'adoption du budget de la chambre et la détermination du montant de la cotisation annuelle pour les besoins de la chambre,
- 3) l'examen et la ratification des rapports annuels de l'activité du barreau,
- 4) la ratification — après avis de la commission de contrôle — des clôtures de comptabilité et l'accord du quitus au conseil du barreau.

Art. 39. 1. L'assemblée des délégués est convoquée par le bâtonnier.

2. L'assemblée des délégués a lieu au siège de la chambre.

Art. 40. 1. L'assemblée des délégués ordinaire a lieu une fois par an.

2. L'assemblée des délégués extraordinaire est convoquée à la demande du ministre de la Justice, du Conseil Général du Barreau, du conseil du barreau ou de la commission de contrôle. L'assemblée doit être convoquée dans un délai de six semaines à compter de la demande.

Art. 41. Le conseil du barreau se compose de six à quatorze membres et de trois à cinq adjoints. Le nombre de membres de chaque conseil du barreau et de leurs adjoints sera établi dans le règlement adopté par le Conseil Général du Barreau. En

autre, dans la composition du conseil du barreau entre d'office le président du conseil de discipline.

Art. 42. 1. Le conseil du barreau élit en son sein un bâtonnier, un ou deux vice-bâtonniers, un secrétaire, un trésorier et un accusateur devant le conseil de discipline. En plus, il désigne parmi les avocats les adjoints à ce dernier.

2. Après les élections, le conseil du barreau informe de leurs résultats le ministre de la Justice, le Conseil Général du Barreau ainsi que le président du tribunal de voïvodie et le procureur de voïvodie compétents.

Art. 43. Le domaine d'activité du conseil du barreau comporte toutes les questions ayant trait au barreau qui ne sont pas réservées par la loi à d'autres organes du barreau ou aux organes de l'État.

Art. 44. 1. Pour la validité d'une résolution du conseil du barreau il est exigé que soient présente la majorité des membres, et parmi eux le bâtonnier ou le vice-bâtonnier.

2. Une résolution du conseil du barreau est adoptée à la majorité des voix; au cas où le nombre des voix serait égal, c'est la voix du président qui est décisive.

Art. 45 1. Contre une résolution du conseil du barreau adoptée en première instance, l'intéressé a droit à un recours auprès du Conseil Général du Barreau, et en cas de résolution concernant le refus d'inscription au tableau des avocats ou des stagiaires, il a droit à un recours auprès du ministre de la Justice qui peut faire examiner l'affaire à nouveau ou rendre sa propre décision, et dans le cas où il accepte le recours contre la résolution du conseil du barreau refusant l'inscription au tableau des avocats, il peut désigner un siège au recourant.

2. La résolution du conseil du barreau concernant l'inscription au tableau des avocats ou des stagiaires doit être émise dans un délai de deux mois à compter de la demande d'inscription.

Art. 46. 1. Le bâtonnier représente le conseil du barreau, dirige ses travaux, préside ses sessions et exerce les activités prévues dans la présente loi.

2. Le vice-bâtonnier est le remplaçant permanent du bâtonnier.

Art. 47. 1. Le ministre de la Justice peut dissoudre un conseil du barreau si celui-ci, par son activité ou son manque d'activité, viole la loi et menace l'intérêt social.

2. En cas de dissolution du conseil du barreau de voïvodie, le ministre de la Justice transmet temporairement l'exercice des activités du conseil dissolu à des personnes désignées par lui parmi les avocats ou les juges et confie à l'une d'elles l'exercice des fonctions du bâtonnier.

3. Un avocat appelé à remplir les fonctions déterminées à l'ai. 2 ne peut refuser d'occuper ce poste. Le ministre de la Justice peut, pour des raisons graves, libérer l'avocat de cette obligation.

4. En cas de dissolution du conseil du barreau, les nouvelles élections auront lieu à une date fixée par le ministre de la Justice, toutefois le délai ne peut excéder les six mois à compter de la date de la dissolution du conseil.

Art. 48. 1. Le conseil du barreau tient à jour le tableau des avocats et des stagiaires.

2. Le conseil du barreau informe le ministre de la Justice des modifications apportées à ces tableaux.

Art. 49. Le domaine d'activité du conseil du barreau comporte le contrôle de l'activité financière et économique du conseil.

Art. 50. 1. La commission de contrôle se compose de trois membres et de deux adjoints.

2. La commission de contrôle élit parmi ses membres un président et son adjoint.

Art. 51. Le conseil de discipline rend les décisions dans les affaires disciplinaires contre les membres de la chambre et examine les recours contre les décisions disciplinaires rendues en vertu de l'art. 9§ al. 1^{er}.

Art. 52. Le nombre des membres des conseils de discipline de chaque chambre d'avocats et de leurs adjoints sera établi dans le règlement adopté par le Conseil Général du Barreau.

Art. 53. 1. Les membres du conseil de discipline de voïvodie élisent parmi eux un président et un ou deux vice-présidents.

2. Le président dirige les travaux du conseil de discipline, et en particulier il désigne la composition des corps statuant, fixe les dates des audiences et nomme parmi les membres de la chambre des avocats chargés de dresser les procès-verbaux.

3. Les sentences du conseil de discipline de voïvodie sont rendues par des corps composés de trois membres.

Chapitre 4

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BARREAU

Art. 54. Le Conseil Général du Barreau est constitué par:

- 1) les bâtonniers des différents conseils du barreau,
- 2) les neuf avocats élus par les bâtonniers des conseils du barreau.

Art. 55. 1. Le domaine d'activité du Conseil Général du Barreau comporte:

- 1) la représentation du barreau,
- 2) l'élection du Conseil Supérieur de Discipline,
- 3) l'élection de la Commission de Contrôle auprès du Conseil Général du Barreau,
- 4) la surveillance et la coordination de l'activité des conseils du barreau de voïvodie,
- 5) la surveillance sur l'instruction des avocats stagiaires par les conseils du barreau,
- 6) l'adoption de règlements concernant l'activité du barreau et de ses organes.
- 7) l'émission, sur la demande du ministre de la Justice, d'opinions sur les projets d'actes législatifs et la soumission au ministre de la Justice des postulats dans le domaine de la législation,
- 8) l'examen des recours contre les résolutions des conseils du barreau,
- 9) la gestion du patrimoine du Conseil Général du Barreau,
- 10) l'adoption du budget du Conseil Général du Barreau et la détermination de la participation aux dépenses des différentes chambres d'avocats,
- 11) l'examen des rapports et des motions de la Commission de Contrôle auprès du Conseil Général du Barreau.

2. Le siège du Conseil Général du Barreau est Varsovie.

Art. 56. 1. Le Conseil Général du Barreau élit en son sein un présidium composé: d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'un accusateur devant le conseil de discipline. En plus, dans la composition du présidium entre d'office le Président du Conseil Supérieur de Discipline.

2. Le Conseil Général du Barreau désigne parmi les avocats les adjoints à l'accusateur devant le conseil de discipline.

3. Le présidium exerce les fonctions appartenant au domaine d'activité du Conseil Général du Barreau, à l'exception de celles citées à l'art. 55 al. 1^{er} pts 2, 3, 6, 10 et 11).

4. Les résolutions du présidium adoptées dans le domaine de son activité possèdent la force des résolutions du Conseil Général du Barreau.

Art. 57. Le Conseil Général du Barreau informe le ministre de la Justice de sa constitution.

Art. 58. 1. Le Conseil Général du Barreau établira par voie de règlement le nombre des membres permanents des organes du barreau ainsi que les règles de leur rémunération.

2. Le Conseil Général du Barreau créera un groupe central de visiteurs et, en fonction des besoins, des groupes de visiteurs auprès des différents conseils du barreau.

3. Les visiteurs dépendent des organes de l'autogestion des avocats et exercent sous leur direction le contrôle du strict respect par les groupements d'avocats des dispositions se rapportant au barreau.

4. Le domaine d'activité détaillé ainsi que les règles de rémunération des visiteurs seront établis dans le règlement adopté par le Conseil Général du Barreau.

Art. 59. Les règlements adoptés par le Conseil Général du Barreau doivent être entérinés par le ministre de la Justice.

Art. 60. 1. Le Conseil Général du Barreau lève les résolutions des conseils du barreau de voïvodie contraires à la loi ou à l'intérêt social.

2. Le présidium peut, pour les raisons citées à l'art. 51^{er}, faire surseoir à l'exécution d'une résolution d'un conseil du barreau; dans ce cas, il présente l'affaire à la décision du Conseil Général du Barreau à sa prochaine session.

Art. 61. 1. Le Conseil Supérieur de Discipline composé de trois membres examine, en tant que deuxième et dernière instance, les affaires examinées en première instance par les conseils de discipline de voïvodie.

2. Le Conseil Supérieur de Discipline se compose de vingt-trois membres.

3. Les membres du Conseil Supérieur de Discipline élisent parmi eux un président et un ou deux vice-présidents.

Art. 62. 1. La Commission de Contrôle du Conseil Général du Barreau contrôle l'activité économique et financière dudit Conseil.

2. La Commission de Contrôle se compose de cinq membres et de deux adjoints.

3. La Commission de Contrôle présente au Conseil Général du Barreau le rapport des résultats de chaque contrôle et les conclusions.

Chapitre 5

INSCRIPTION AU TABLEAU DES AVOCATS

Art. 63. Peut être inscrit au tableau des avocats celui qui:

1) fait foi d'exercer la profession d'avocat conformément aux objectifs du barreau en République Populaire de Pologne,

2) possède la nationalité polonaise et jouit pleinement de ses droits publics et civiques et a la pleine capacité d'exercice,

3) est de caractère irréprochable,

4) a terminé ses études de droit et passé les examens requis,

5) a effectué un stage de juge et a passé l'examen de juge ou bien a effectué un stage de procureur et a passé l'examen de procureur, et ensuite — a effectué un stage d'avocat de trois ans terminé par l'examen d'avocat.

Art. 64. 1. L'exigence du stage de juge ou de procureur et de l'examen de juge ou de procureur, ainsi que du stage d'avocat et de l'examen d'avocat ne s'applique pas:

1) aux professeurs ou professeurs agrégés ès sciences juridiques des universités d'État polonaises ou de l'Académie Polonaise des Sciences,

2) aux personnes qui ont occupé pendant au moins trois ans un poste de jugé, de procureur, de vice-procureur ou de sous-procureur dans l'administration publique de la justice ou dans les services de justice militaires, ou bien le poste de juge dans les tribunaux des assurances sociales ou encore le poste de représentant de l'intérêt public ou de son adjoint auprès de la Cour des Assurances Sociales.

2. L'exigence du stage d'avocat et de l'examen d'avocat ne s'applique pas aux personnes qui possèdent les qualifications de juge ou de procureur et qui ont occupé pendant au moins trois ans un poste de président, de vice-président, d'arbitre d'État ou d'arbitre régional dans les commissions d'arbitrage d'État.

Art. 65. 1. Les personnes occupant les postes de juges, de procureurs, de vice-procureurs ou de sous-procureurs dans l'administration publique de la justice ou dans les services de justice militaires et qui répondent aux exigences de l'art. 63 pt 4 et de l'art. 64 al. 1^{er} pt 2 seront, dans un délai de deux ans après avoir quitté ces postes, inscrits sur leur demande au tableau des avocats, après avoir obtenu l'accord du ministre de la Justice.

2. Les personnes citées à l'ai. 1^{er} seront, sur leur demande, inscrites au tableau des avocats après un délai de deux ans à compter de la date à laquelle elles ont quitté leurs anciens postes, à moins qu'elles n'aient cessé de répondre aux conditions de l'art. 63 pts 1-3.

3. Les personnes citées à l'ai. 1^{er} ne peuvent, dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle elles ont quitté leurs postes dans les organes de l'administration de la justice, être inscrites au tableau des avocats de la chambre dont le siège se situe dans la région où elles occupaient leurs postes lors de la dernière année de leur activité.

4. Le ministre de la Justice peut, dans des cas fondés, accorder une dérogation à la règle établie à l'ai. 3.

5. Les dispositions des alinéas 1 - 4 ne s'appliquent pas aux juges à la Cour Suprême non réélus pour une période d'exercice consécutive de cette Cour.

Art. 66. 1. L'exigence du stage de juge ou de procureur, de l'examen de juge ou de procureur et du stage d'avocat ne s'applique pas:

1) aux personnes qui ont effectué leur stage de notaire et passé l'examen requis et qui ont occupé un poste de notaire pendant au moins trois ans,

2) aux personnes qui, après avoir terminé leurs études de droit, ont pendant sept ans occupé un poste de conseiller juridique jusqu'au jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

2. L'exigence du stage d'avocat ne s'applique pas aux personnes qui ont effectué un stage de juge ou de procureur, qui ont passé l'examen de juge ou de procureur et qui, pendant cinq ans, ont occupé un poste de conseiller juridique.

Art. 67. 1. La décision sur l'inscription au tableau des avocats est rendue par le conseil du barreau.

2. Le conseil du barreau, en adoptant la décision d'inscription au tableau des avocats, désigne en même temps le siège, en veillant à la bonne répartition des avocats afin d'assurer à la population une assistance juridique adéquate.

Art. 68. 1. Le conseil du barreau de voïvodie informe le ministre de la Justice de chaque décision d'inscription au tableau des avocats.

2. L'inscription au tableau des avocats ou à celui des stagiaires est considérée comme effectuée si le ministre de la Justice n'y déclare pas son opposition dans un délai de trente jours à compter de la réception de la décision du conseil du barreau et du dossier personnel du candidat. L'opposition doit être justifiée.

Chapitre 6

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DE L'AVOCAT

Art. 69. 1. L'avocat jouit pendant l'exercice de sa profession de la liberté de parole et d'écriture dans les limites déterminées par les objectifs du barreau, par les dispositions légales et par les besoins de la cause.

2. L'abus de cette liberté constituant un outrage, poursuivi en accusation privée, à la partie, à son chargé de pouvoir ou à son défenseur, à un témoin ou à un expert, fait l'objet de poursuites uniquement par voie disciplinaire.

3. Tout autre abus de cette liberté fait l'objet de poursuites par voie judiciaire ou disciplinaire.

Art. 70. Les personnes inscrites au tableau des avocats, occupant les postes:

1) de travailleur scientifique,

2) d'employé d'un organe de l'administration de l'État, d'une entreprise ou d'une institution de l'État et d'autres entreprises de travail, d'une organisation coopérative et de membre d'une coopérative de travail,

3) de conseiller juridique,

restent inscrites au tableau des avocats, mais elles ne peuvent exercer simultanément la profession d'avocat.

Art. 71. L'avocat ne peut exercer sa profession si son conjoint exerce les fonctions de juge ou de procureur.

Art. 72. L'avocat ne peut exercer sa profession dans la région de la chambre d'avocats dans laquelle une personne qui lui est apparentée jusqu'au deuxième degré ou avec laquelle il existe une alliance du premier degré, exerce les fonctions de juge ou de procureur.

Art. 73. 1. Un avocat exerçant la profession d'avocat doit élire domicile au siège qui lui est désigné et, s'il est membre d'un groupement, au siège de ce groupement.

2. Le conseil du barreau peut, pour des raisons graves, permettre à l'avocat de demeurer dans les environs de la localité où se trouve son siège, mais uniquement dans la région de sa chambre.

3. Le Conseil Général du Barreau peut, dans des cas justifiés, autoriser l'avocat à demeurer dans la région d'une chambre dont il n'est pas membre, à condition que la localité où il demeure soit située dans les environs de la localité où se trouve son siège.

Art. 74. 1. Un avocat peut, avec l'accord du conseil du barreau, passer à un autre groupement situé dans la région de sa chambre.

2. Le conseil du barreau peut transférer un avocat dans un autre groupement ou dans une autre localité dans la région de la chambre d'avocats de voïvodie, si l'intérêt social l'exige.

3. Le Conseil Général du Barreau peut transférer un avocat dans une autre localité si l'intérêt social l'exige. En cas de translation de l'avocat hors de la région de la chambre dont il était membre, le Conseil Général du Barreau doit assurer à l'avocat un nouveau logement et couvrir les frais de déménagement. Cette disposition ne s'applique pas lorsque la translation est effectuée en vertu de l'art. 94 al. 1^{er} pt 5.

4. L'avocat a le droit de former un recours auprès du ministre de la Justice contre une décision du Conseil Général du Barreau adoptée suivant l'ai. 3; le ministre de la Justice peut faire examiner l'affaire à nouveau ou rendre sa propre décision.

Art. 75. 1. Un avocat peut transférer son siège dans la région d'une autre cham-

bre avec l'accord du conseil du barreau de la chambre où se situe son siège ainsi que du conseil du barreau de la chambre où il a l'intention de se rendre.

2. Après l'accord exprimé par les deux conseils, l'avocat est rayé du tableau des avocats de la chambre où il était jusque-là et il est inscrit au tableau des avocats de la chambre où il transfère son siège.

Art. 76. 1. Un avocat membre d'un groupement a le droit:

- 1) de participer aux revenus du groupement,
- 2) de prendre des congés payés annuels s'élevant à 30 jours calendaires,
- 3) de participer aux revenus du groupement en cas d'incapacité temporaire de travail causée par une maladie, durant une période égale à celle pendant laquelle les employés ont droit à la rémunération.

2. Le mode de participation aux revenus du groupement durant la période de travail, de maladie ou de congé payé sera déterminé par le ministre de la Justice par voie de règlement.

Art. 77. 1. Les avocats membres des groupements ainsi que les membres de leurs familles ont droit aux prestations d'assurances en cas de maladie ou de maternité, aux prestations d'assurances familiales ainsi qu'à la pension de retraite pour les employés et leurs familles; lors de l'établissement des droits aux prestations et de leur montant, on considère le travail dans les groupements après la date d'entrée en vigueur de la présente loi comme égal à l'emploi, et la rémunération à ce titre comme égale à la rémunération au titre de l'emploi.

2. Les cotisations des assurances sociales sont couvertes par les groupements d'avocats.

Chapitre 7

RADIATION DU TABLEAU DES AVOCATS

Art. 78. 1. Le conseil du barreau raye un avocat du tableau des avocats en cas:

- 1) de décès,
- 2) de demande de radiation du tableau des avocats,
- 3) de transfert du siège dans la région d'une autre chambre de voïvodie,
- 4) d'occupation du poste de: juge, notaire, procureur, vice-procureur, sous-procureur, juge d'instruction référendaire, ainsi que d'assesseur judiciaire, de notaire ou de procureur,
- 5) d'appel au service militaire actif,
- 6) de déchéance de la nationalité polonaise,
- 7) de perte des droits publics ou civiques ou du droit d'exercice de la profession,
- 8) de défaut de la garantie que l'avocat exercera sa profession conformément aux objectifs du barreau en République Populaire de Pologne,
- 9) d'interdiction,
- 10) de décision disciplinaire d'exclusion du barreau ou de perte du droit d'exercice de la profession,
- 11) de départ de l'avocat pour une longue période à l'étranger et de non-présentation au travail à la date fixée par le conseil du barreau.

2. La radiation du tableau des avocats pour les raisons citées à l'ai. 1er pts 2 et 3 ne peut avoir lieu pendant une procédure disciplinaire ouverte contre l'avocat.

Art. 79. 1. L'avocat rayé pour les raisons citées dans l'art. 78 al. 1^{er} pts 2, 4 et 5 peut, sur sa demande, être à nouveau inscrit au tableau, à moins qu'il n'ait cessé de répondre aux conditions de l'art. 63 pts 1-3.

2. Lors de la réinscription au tableau des avocats, les personnes rayées du ta-

bleau à cause de l'occupation des postes cités dans l'art. 78 al. 1^{er} pts 4 et 5, gardent sur leur demande le droit au siège qu'elles possédaient lors de la radiation, à condition que les dispositions de l'art. 65 al. 3 n'y soient pas contraires.

3. La décision de réinscription devra être prise par le conseil du barreau dans les trente jours suivant la date de la demande. Les dispositions de l'art. 65 al. 1^{er} ne sont pas, dans ce cas, applicables.

Art. 80. Le conseil du barreau peut rayer du tableau un avocat par suite:

1) d'un jugement de condamnation ne prononçant pas de peine complémentaire de perte des droits publics et civiques ou de perte du droit d'exercice de la profession,

2) de trois punitions disciplinaires pour des actes du même genre ou pour des actes mettant gravement en cause la confiance envers l'avocat.

Art. 81. 1. L'avocat a le droit de former un recours auprès de la Cour Suprême contre une décision du Conseil Général du Barreau concernant la radiation du tableau des avocats, prononcée en vertu de l'art. 78 al. 1^{er} pt 8.

2. Le ministre de la Justice peut, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la décision, former un recours auprès de la Cour Suprême contre une décision du conseil du barreau ou du Conseil Général du Barreau refusant de rayer un avocat du tableau.

3. Le Conseil Général du Barreau peut, dans le même délai, former un recours auprès de la Cour Suprême contre une décision du conseil du barreau refusant de rayer un avocat du tableau.

4. Lors de l'examen du recours par la Cour Suprême on applique la disposition de l'art. 104.

Art. 82. Dans les cas concernant la radiation du tableau des avocats, l'art. 14 n'est pas applicable.

Art. 83. Le conseil du barreau peut suspendre temporairement un avocat dans l'exercice de sa profession en cas d'ouverture d'une procédure en interdiction.

Chapitre 8

LE STAGE D'AVOCAT

Art. 84. Peut être inscrit au tableau des avocats stagiaires celui qui répond aux exigences de l'art. 63 pts 1 - 4 et qui a effectué un stage de juge et passé l'examen de juge, ou qui a effectué un stage de procureur et passé l'examen de procureur.

Art. 85. A l'égard des avocats stagiaires sont respectivement applicables les dispositions des articles 6, 7, 67, 68, 74 et 78 al. 2 et des articles 80 - 83.

Art. 86. L'avocat stagiaire ne peut, sans l'autorisation du conseil du barreau, exercer des occupations accessoires.

Art. 87. 1. Le stage d'avocat consiste à faire connaissance avec tous les aspects des fonctions d'avocat ainsi qu'avec les règles d'exercice de la profession d'avocat.

2. La direction générale de l'instruction des stagiaires appartient au conseil du barreau.

Art. 88. Le bâtonnier affecte le stagiaire à un groupement d'avocats ou à un bureau social d'assistance juridique en tenant compte, dans la mesure du possible, des vœux du directeur du groupement ou du bureau et de ceux du stagiaire.

Art. 89. 1. C'est le directeur du groupement ou du bureau social d'assistance juridique qui dirige le travail du stagiaire.

2. Les stagiaires employés dans un groupement obtiennent leur rémunération du Fonds central d'instruction des Avocats stagiaires.

3. Si les dispositions de la loi n'en statuent pas autrement, on applique envers les stagiaires employés dans les groupements d'avocats les dispositions de la législation du travail se rapportant aux employés.

Art. 90. 1. Un avocat stagiaire peut, durant la première année de son stage, substituer un avocat dans un tribunal d'arrondissement, dans un tribunal régional d'assurances sociales, dans un tribunal de voïvodie statuant en deuxième instance et devant les organes de l'administration de l'État et, à partir de la deuxième année du stage — dans un tribunal de voïvodie siégeant en première instance.

2. La substitution est donnée au stagiaire par l'avocat plaidant dans l'affaire avec l'accord du directeur du groupement ou du bureau social d'assistance juridique.

Art. 91. 1. Le conseil du barreau raye un stagiaire du tableau par suite:

1) des circonstances citées à l'art. 78 al. 1^{er},
2) de la non-présentation sans cause valable à l'examen d'avocat durant une période d'un an après la fin du stage, ou à l'examen de rattrapage dans un délai fixé par la commission d'examination,

3) du résultat négatif à l'examen si l'examen de rattrapage n'est plus admis en vertu de l'art. 92.

2. En outre, le conseil du barreau raye du tableau le stagiaire qui, dans le délai d'un an après l'examen d'avocat, n'a pas été inscrit au tableau des avocats.

Art. 92. L'examen d'avocat peut, en cas de résultat négatif, être répété une fois. Cependant, la commission d'examination peut, exceptionnellement, pour des raisons graves, permettre au stagiaire de passer l'examen une troisième fois, dans un délai qu'elle fixe elle-même.

Chapitre 9

RESPONSABILITÉ DISCIPLINAIRE

Art. 93. 1. Les avocats et les avocats stagiaires encourent une responsabilité disciplinaire en cas de conduite contraire à la loi, à l'intérêt des masses laborieuses, aux règles d'équité ou de dignité, ainsi qu'en cas de violation de leurs obligations professionnelles.

2. Au cours de la procédure disciplinaire peut être rendue une décision d'exclusion du barreau du fait d'un acte commis avant l'inscription au tableau des avocats ou des stagiaires, si cet acte n'était pas connu au moment de l'inscription et s'il constitue un obstacle à l'inscription.

Art. 94. 1. Les peines disciplinaires sont les suivantes:

- 1) avertissement,
- 2) blâme,
- 3) amende,
- 4) suspension dans l'exercice de la profession pour une période allant de trois mois à deux ans,
- 5) transfert de siège,
- 6) privation du droit d'exercer la profession d'avocat pour une période allant d'un an à cinq ans,
- 7) exclusion du barreau.

2. L'avocat ou le stagiaire contre lesquels une procédure disciplinaire ou pénale est en cours, peuvent être temporairement suspendus dans leurs fonctions si l'intérêt social l'exige.

3. La décision de suspension temporaire rendue par le conseil de discipline est immédiatement applicable.

Art. 95. 1. Les peines de blâme et de transfert de siège impliquent la perte du droit d'éligibilité aux organes du barreau pendant une période de trois ans à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée.

2. La peine d'amende peut être prononcée en tant que peine principale ou complémentaire. L'amende s'élève de 1000 à 5000 zł. Le conseil du barreau consacre les revenus provenant des amendes à des buts sociaux.

3. L'avocat puni de suspension dans ses fonctions professionnelles perd le droit d'éligibilité aux organes du barreau pour une période de six ans à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée.

4. Un avocat suspendu dans ses fonctions ne peut intervenir devant un tribunal ni devant tout autre organe de l'État. Pendant la période de suspension, l'avocat peut effectuer d'autres activités déterminées par le directeur du groupement.

5. La peine de privation du droit d'exercer la profession implique la radiation du tableau des avocats et la perte définitive du droit d'éligibilité aux organes du barreau. Après avoir subi la peine, l'avocat peut solliciter sa réinscription au tableau.

6. La peine d'exclusion du barreau implique la radiation du tableau des avocats sans possibilité de réinscription.

Art. 96. 1. En cas de prestation rémunérée d'une aide juridique à un client sans en informer le directeur du groupement ou en cas d'acceptation d'avantages pécuniaires de la part du client, la peine prononcée ne peut être inférieure à la privation d'exercice de la profession.

2. Si un avocat qui a été précédemment puni pour avoir commis l'acte déterminé à l'ai. 1^{er}, commet cet acte à nouveau, la peine prononcée ne peut être inférieure à l'exclusion du barreau.

Art. 97. 1. A l'égard des avocats stagiaires on ne prononce pas de peine d'amende ni de peine de privation d'exercice de la profession.

2. Les dispositions se rapportant à la suspension des avocats dans leurs fonctions professionnelles sont applicables aux stagiaires. La période de suspension du stagiaire ne compte pas dans le stage obligatoire.

Art. 98. 1. Le bâtonnier du conseil du barreau peut prononcer à l'égard d'un membre de la chambre une peine d'avertissement ou de blâme.

2. L'inculpé a le droit de former un recours contre les peines d'avertissement et de blâme prononcées suivant le mode prévu à l'ai. 1^{er} auprès du conseil de discipline de voïvodie qui statue sur ces affaires en tant que seconde et dernière instance.

3. La décision prononçant la peine suivant le mode prévu à l'ai. 1^{er} perd sa validité si, dans un délai de quatorze jours à compter de la signification, une opposition est introduite par l'accusateur devant le conseil de discipline près le Conseil Général du Barreau, par le procureur ou par le demandeur.

4. L'introduction d'une opposition prévue à l'ai. 3 implique la nécessité d'ouvrir une procédure disciplinaire ordinaire.

Art. 99. 1. Le ministre de la Justice peut:

1) demander l'ouverture d'une procédure disciplinaire contre un avocat ou un avocat stagiaire,

2) après avoir pris connaissance de la déposition de l'inculpé, suspendre temporairement dans l'exercice de ses fonctions l'avocat ou le stagiaire contre lesquels une procédure disciplinaire est en cours, si l'intérêt social l'exige.

2. La suspension temporaire cesse au moment où la sentence disciplinaire passe en force de chose jugée.

3. Le conseil de discipline peut, après un examen préliminaire de l'affaire, présenter au ministre de la Justice une demande avec justification de levée de la suspension temporaire.

Art. 100. 1. La procédure disciplinaire suit son cours indépendamment de la procédure pénale ouverte pour le même acte, elle peut toutefois être suspendue jusqu'à l'expiration de la procédure pénale.

2. On ne peut pas introduire une procédure disciplinaire pour un acte lié à l'exercice d'un office ou d'un mandat public avant que l'autorité disciplinaire compétente ou le tribunal n'aient prononcé une sentence.

Art. 101. 1. On n'ouvre pas de procédure disciplinaire, et les procédures ouvertes font l'objet d'un non-lieu, lorsqu'une circonstance intervient qui, selon le code de procédure pénale, exclut les poursuites.

2. En cas de décès de l'inculpé avant l'expiration de la procédure disciplinaire, la décision de non-lieu perd sa validité et la procédure suit son cours si, dans un délai de deux mois à compter du jour du décès de l'inculpé, l'ont exigé son conjoint, son parent en ligne directe, son frère ou sa soeur.

Art. 102. 1. On ne peut pas ouvrir une procédure disciplinaire si, à compter du moment où la faute a été commise, cinq ans se sont écoulés.

2. Toutefois, si l'acte comporte les éléments constitutifs du délit, la prescription disciplinaire n'intervient pas avant la prescription pénale.

3. La prescription disciplinaire arrête toute action de l'organe appelé à poursuivre la contravention.

4. La prescription disciplinaire ne court pas dans le temps si l'avocat, en vertu de la loi, ne peut encourir la responsabilité disciplinaire.

Art. 103. 1. La révision extraordinaire contre une sentence disciplinaire passée en force de chose jugée peut être introduite par le ministre de la Justice, le Procureur Général de la République Populaire de Pologne ou le Présidium du Conseil Général du Barreau en cas de violation des dispositions essentielles de la loi ou d'une injustice flagrante de la sentence.

2. La révision extraordinaire au détriment de l'inculpé peut être introduite dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la sentence disciplinaire est passée en force de chose jugée.

Art. 104. La révision extraordinaire est examinée par un corps statuant de la Cour Suprême composé de trois juges. Les juges, leurs remplaçants ainsi que la suite de remplacement sont, dans ces affaires, déterminés par un Collège administratif de la Cour Suprême dans la division des actes juridiques.

Art. 105. 1. L'accusateur dans la procédure disciplinaire est l'accusateur devant le conseil de discipline.

2. A la procédure devant un conseil de discipline de voïvodie peut également participer, en tant qu'accusateur, un procureur délégué par le procureur de voïvodie, et à la procédure devant le Conseil Supérieur de Discipline — un procureur délégué par le Procureur Général de la République Populaire de Pologne.

3. Le procureur participe à la procédure indépendamment de l'accusateur devant le conseil de discipline.

Art. 106. 1. Passé le délai de cinq ans à partir du moment où une décision disciplinaire prononçant une peine d'avertissement, de blâme ou d'amende est passée en force de chose jugée, ainsi que le délai de huit ans après l'expiration d'une peine de suspension dans l'exercice des fonctions professionnelles ou de transfert de siège, la condamnation est effacée si l'avocat ou l'avocat stagiaire n'ont fait, durant ce temps, l'objet d'aucune condamnation.

2. Les peines prononcées de privation d'exercice de la profession et d'exclusion du barreau ne sont pas effacées.

Chapitre 10

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 107. Le Conseil des ministres établira sous forme de règlement:

- 1) les règles et le mode de versement par les groupements d'avocats des cotisations d'assurances sociales ainsi que le montant de ces cotisations,
- 2) les règles et le mode d'imputation de certaines périodes sur les périodes de travail dans les groupements d'avocats lors de l'établissement du droit à la retraite, les cas particuliers d'attribution des prestations de retraite aux avocats qui n'ont pas droit à ces prestations, ainsi que le montant de ces prestations.

Art. 108. Le ministre de la Justice établira sous forme de règlement:

- 1) les règles de création, le domaine d'activité, l'organisation, les règles du fonctionnement et de la dissolution des groupements d'avocats,
- 2) les règles de création, le domaine d'activité, l'organisation, les règles du fonctionnement et de la liquidation des bureaux sociaux d'assistance juridique,
- 3) les taxes des services des groupements d'avocats et des bureaux sociaux d'assistance juridique,
- 4) les dispositions particulières sur la procédure disciplinaire,
- 5) les modèles de sceaux du Conseil Général du Barreau, des conseils du barreau et des conseils de discipline,
- 6) la tenue des avocats pendant les procès.